

Dans l'ombre de la crise de l'euro

La crise européenne de la dette met la planète en ébullition. On oublie du coup la banqueroute qui menace de nombreux pays en développement.

L'endettement massif de la Grèce et les mesures d'économie drastiques auxquelles sont soumis d'autres pays de l'Europe méridionale ont pour effet d'occulter le fardeau de la dette des pays pauvres. Or, ainsi que l'ONU l'a affirmé dans une résolution en décembre, celle-ci reste très préoccupante.

Suite à la crise financière mondiale, nombre de pays en développement sont même menacés d'un risque croissant d'insolvabilité. 19 pays à revenu faible seraient dans cette situation selon le Fonds monétaire international (FMI) ainsi que 7 pays à revenu intermédiaire selon les ONG allemandes *erlassjahr.de* et *Kindernothilfe*. Par ailleurs, de nombreux pays pauvres souffrent toujours du poids des dettes « illégitimes », contractées par des régimes autoritaires et corrompus sur le dos de la population.

L'initiative multilatérale de désendettement HIPC a certes soulagé beaucoup de pays en développement. Elle ne suffit cependant pas. Pour preuve, un tiers des pays menacés de faillite en ont profité et d'autres ne remplissent pas les conditions pour en bénéficier. Ainsi que l'ONU le relève, d'autres mesures sont urgemment nécessaires pour résoudre le problème à long terme. Pour éviter des crises futures de la dette, les créanciers et débiteurs doivent se plier à certaines règles du jeu. C'est pourquoi le réseau européen d'ONG *Eurodad a*, l'année dernière, publié une charte pour des crédits responsables et que le réseau africain de partenaires *Afrodad a* établi des critères pour des emprunts responsables. La Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced) a entretemps fait des propositions dans son projet de régulation internationale contraignante.

Il serait très important qu'une procédure d'insolvabilité pour les pays surendettés voit enfin le jour. L'absence d'une telle procédure est synonyme de chaos en cas d'incapacité de paiement. Débiteurs et créanciers se disputent alors pour savoir qui doit renoncer à quoi. Afin d'éviter ou du moins de repousser ces marchandages, les gouvernements concernés prennent de nouveaux crédits et s'enfoncent ainsi de plus en plus dans la spirale de la dette. Cela coûte de l'argent, crée de l'insécurité et réduit à néant des progrès importants de développement. Des propositions pour une procédure d'insolvabilité équitable et transparente existent depuis longtemps. Elles doivent enfin être mises en œuvre.

Mark Herkenrath

- Action de Carême, Pain pour le prochain: « Le poids de la dette », Repères 1/2012, juin 2012.

